

**SEANCE DU CONSEIL GENERAL DU 11 AVRIL 2008 - Intervention de Nadine Garcia**

**POLITIQUE SOCIALE**

Vous avez insisté à plusieurs reprises sur une augmentation de 5% des dépenses sociales. Cette insistance, Monsieur le Président, a, je pense au moins 2 causes :

- la première, c'est que vous savez que sur cette compétence majeure pour un Conseil général vous êtes très critiqué
- la deuxième, c'est que dans le vécu quotidien des alto séquanais, c'est loin d'être perceptible. Cette remarque est également vraie pour les personnel travaillant dans ce secteur.

Et pour cause !

Les crédits de fonctionnement du secteur social passent de 582M€ à 611M€ soit une hausse effectivement de 30 M€ et de 5%.

Mais ce que vous n'avez pas précisé, c'est que cette augmentation de 30 M provient pour 15 M du secteur personnes âgées avec 10M pour l'APA et pour 15M pour les personnes handicapées avec 10M pour la Prestation Compensatrice du Handicap.

Il s'agit donc d'évolutions de dépenses sur des secteurs obligatoires et pour lesquels (pour un certain nombre d'entre eux) vous aurez des compensations de la part de l'Etat.

Il ne s'agit pas de choix politiques de la part de votre majorité.

Car là, bien au contraire, nous avons noté beaucoup de diminution.

Des exemples ont déjà été donnés par mes collègues. Je soulignerai, pour ma part, la baisse des crédits pour les personnes en difficulté depuis 3 ans : 145 M en 2005, 138 en 2006 et 136 cette année.

En matière sociale, le ton donné en début de semaine à Cahors par le président de la république devrait lever encore quelques illusions là où elles pouvaient perdurer et ne peut être que très inquiétant pour ses répercussions dans un département comme le nôtre qui se fait un devoir d'être un bon élève du gouvernement.

Je cite " Les politiques sociales ne peuvent continuer ainsi à alimenter le déficit et la dette. "

Car il est bien évident que ce sont les plus pauvres qui sont responsables des maux de la France.

Il faut tout de même faire preuve d'un gigantesque cynisme pour tenir de tels propos.

Surtout quand on affiche un objectif de réduction de 7 milliards par an de la dépense publique après avoir fait voter en juillet dernier un paquet fiscal de 15 milliards ne profitant qu'aux plus riches.

Un nouveau cap est franchi, il ne s'agit plus de tailler dans la fonction publique, dans les dépenses de l'Etat mais bien, en plus, de désigner comme coupables de mise en péril de la France, les érémites, les chômeurs après les retraités et les malades.

La nouvelle cible est toute trouvée, les pauvres et la dépense sociale. Ce qui est insupportable ce n'est pas que des hommes, des femmes, des enfants soient privés de tout dans ce pays mais c'est qu'il y ait des pauvres et que leur pauvreté coûte cher.

Chaque jour qui passe nous dévoile un peu plus l'injustice des nouvelles mesures que le gouvernement s'apprête à mettre en place.

Suppression des " tarifs sociaux " destinés aux familles nombreuses, chasse aux chômeurs, coupes sombres sur les retraites, la santé, l'éducation.

Au lieu de faire reculer les injustices, le président de la république liquide purement et simplement les mécanismes de solidarité.

Le président ajoute " il ne peut y avoir une société qui ait des droits sans devoirs ".

Certes, mais où sont les droits de ceux qui n'ont pour vivre que le RMI ou les Assedic ? de tous les précaires qui ne touchent chaque mois qu'une portion de Smic et ne parviennent même pas à se loger ? de ceux qui voudraient bien reprendre un travail s'ils en trouvent mais que cela pénalise.

C'est à cette situation que devait remédier le RSA, revenu social d'activité proposé par Martin Hirsh.

Réponse de N. Sarkozy " il faut le calibrer en fonction des disponibilités financières qui sont les nôtres ". En clair, il n'y a pas d'argent pour apporter même un minimum de justice sociale.

Par contre où sont les devoirs de Mittal et du président de la république à Gandrange, les devoirs des entreprises qui licencient par convenance boursière, les devoirs des grands groupes et de leurs actionnaires ? Ils n'ont aucun devoir envers la Nation, ils n'ont que le droit d'en profiter.

Le discours tenu à Cahors est le plus antisocial que la France ait connu depuis des décennies et ne peut qu'inquiéter tous ceux qui sont épris de justice sociale.

Dans notre département riche, le taux de pauvreté des allocataires Caf est de 27,6% avec des disparités importantes selon les communes puisqu'il varie de 11,7% à 41,6%.

La part des allocataires au RMI sur l'ensemble des ménages varie de 1,1% à 9,2%.

Quand discute-t-on dans notre assemblée des mesures à prendre pour réduire ces inégalités, quelles dispositions spécifiques prend-t-on pour aider les secteurs qui en ont le plus besoin ?

Combien d'années avons-nous du nous battre pour obtenir un quotient familial pour la restauration dans les collèges ?

Combien d'années devons-nous agir pour que les collégiens boursiers aient une bourse du département ?

Combien d'années devons-nous encore intervenir pour que notre département dispose de places en nombre suffisants pour les hébergements d'urgence ?

.....

Il est certain que chacun a des devoirs dans cette société mais chacun doit également avoir des droits et nous continuerons à agir pour que cela soit vrai aussi pour les plus pauvres de notre département.

SEANCE DU CONSEIL GENERAL DU 11 AVRIL 2008 - Intervention de Nadine Garcia

POLITIQUE SOCIALE

Vous avez insisté à plusieurs reprises sur une augmentation de 5% des dépenses sociales. Cette insistance, Monsieur le Président, a, je pense au moins 2 causes :

- la première, c'est que vous savez que sur cette compétence majeure pour un Conseil général vous êtes très critiqué
- la deuxième, c'est que dans le vécu quotidien des alto séquanais, c'est loin d'être perceptible. Cette remarque est également vraie pour les personnel travaillant dans ce secteur.

Et pour cause !

Les crédits de fonctionnement du secteur social passent de 582M€ à 611M€ soit une hausse effectivement de 30 M€ et de 5%.

Mais ce que vous n'avez pas précisé, c'est que cette augmentation de 30 M provient pour 15 M du secteur personnes âgées avec 10M pour l'APA et pour 15M pour les personnes handicapées avec 10M pour la Prestation Compensatrice du Handicap.

Il s'agit donc d'évolutions de dépenses sur des secteurs obligatoires et pour lesquels (pour un certain nombre d'entre eux) vous aurez des compensations de la part de l'Etat.

Il ne s'agit pas de choix politiques de la part de votre majorité.

Car là, bien au contraire, nous avons noté beaucoup de diminution.

Des exemples ont déjà été donnés par mes collègues. Je soulignerai, pour ma part, la baisse des crédits pour les personnes en difficulté depuis 3 ans : 145 M en 2005, 138 en 2006 et 136 cette année.

En matière sociale, le ton donné en début de semaine à Cahors par le président de la république devrait lever encore quelques illusions là où elles pouvaient perdurer et ne peut être que très inquiétant pour ses répercussions dans un département comme le nôtre qui se fait un devoir d'être un bon élève du gouvernement.

Je cite " Les politiques sociales ne peuvent continuer ainsi à alimenter le déficit et la dette. "

Car il est bien évident que ce sont les plus pauvres qui sont responsables des maux de la France.

Il faut tout de même faire preuve d'un gigantesque cynisme pour tenir de tels propos.

Surtout quand on affiche un objectif de réduction de 7 milliards par an de la dépense publique après avoir fait voter en juillet dernier un paquet fiscal de 15 milliards ne profitant qu'aux plus riches.

Un nouveau cap est franchi, il ne s'agit plus de tailler dans la fonction publique, dans les dépenses de l'Etat mais bien, en plus, de désigner comme coupables de mise en péril de la France, les érémites, les chômeurs après les retraités et les malades.

La nouvelle cible est toute trouvée, les pauvres et la dépense sociale. Ce qui est insupportable ce n'est pas que des hommes, des femmes, des enfants soient privés de tout dans ce pays mais c'est qu'il y ait des pauvres et que leur pauvreté coûte cher.

Chaque jour qui passe nous dévoile un peu plus l'injustice des nouvelles mesures que le gouvernement s'apprête à mettre en place.

Suppression des " tarifs sociaux " destinés aux familles nombreuses, chasse aux chômeurs, coupes sombres sur les retraites, la santé, l'éducation.

Au lieu de faire reculer les injustices, le président de la république liquide purement et simplement les mécanismes de solidarité.

Le président ajoute " il ne peut y avoir une société qui ait des droits sans devoirs ".

Certes, mais où sont les droits de ceux qui n'ont pour vivre que le RMI ou les Assedic ? de tous les précaires qui ne touchent chaque mois qu'une portion de Smic et ne parviennent même pas à se loger ? de ceux qui voudraient bien reprendre un travail s'ils en trouvent mais que cela pénalise.

C'est à cette situation que devait remédier le RSA, revenu social d'activité proposé par Martin Hirsh.

Réponse de N. Sarkozy " il faut le calibrer en fonction des disponibilités financières qui sont les nôtres ". En clair, il n'y a pas d'argent pour apporter même un minimum de justice sociale.

Par contre où sont les devoirs de Mittal et du président de la république à Gandrange, les devoirs des entreprises qui licencient par convenance boursière, les devoirs des grands groupes et de leurs actionnaires ? Ils n'ont aucun devoir envers la Nation, ils n'ont que le droit d'en profiter.

Le discours tenu à Cahors est le plus antisocial que la France ait connu depuis des décennies et ne peut qu'inquiéter tous ceux qui sont épris de justice sociale.

Dans notre département riche, le taux de pauvreté des allocataires Caf est de 27,6% avec des disparités importantes selon les communes puisqu'il varie de 11,7% à 41,6%.

La part des allocataires au RMI sur l'ensemble des ménages varie de 1,1% à 9,2%.

Quand discute-t-on dans notre assemblée des mesures à prendre pour réduire ces inégalités, quelles dispositions spécifiques prend-t-on pour aider les secteurs qui en ont le plus besoin ?

Combien d'années avons-nous du nous battre pour obtenir un quotient familial pour la restauration dans les collèges ?

Combien d'années devons-nous agir pour que les collégiens boursiers aient une bourse du département ?

Combien d'années devons-nous encore intervenir pour que notre département dispose de places en nombre suffisants pour les hébergements d'urgence ?

.....

Il est certain que chacun a des devoirs dans cette société mais chacun doit également avoir des droits et nous continuerons à agir pour que cela soit vrai aussi pour les plus pauvres de notre département.

